

1996

Investissements directs etrangets (I.D.E.) et littoralisation de l' economie n Grece

Athanasopoulos, Constantinos GE.

pÿ Association des chercheurs e conomistes

<http://hdl.handle.net/11728/7114>

Downloaded from HEPHAESTUS Repository, Neapolis University institutional repository

INVESTISSEMENTS DIRECTS ETRANGERS (I.D.E.)
ET LITTORALISATION DE L'ECONOMIE EN GRECE

(Texte extrait du rapport élaboré (1) par le Pr J.P.CARRIERE, sur appel d'offres de la DATAR, avec la collaboration du Pr C. ATHANASSOPOULOS, du Ministère grec du travail et de l'Ambassade de France à Athènes)

Le contraste est désormais considérable entre la situation grecque caractérisée globalement par l'abandon d'un trend durable de croissance, une instabilité politique chronique et de fortes tensions sociales, et celle de l'Espagne et du Portugal, pays de l'Europe méridionale qui ont beaucoup plus rapidement valorisé les avantages de l'intégration européenne, malgré une adhésion beaucoup plus tardive. Significatif de ce contraste est le dépassement du revenu par tête grec par celui du Portugal² depuis 1988.

Cette montée des déséquilibres macro et micro-économiques en Grèce va de pair avec un déclin important du taux d'accumulation du capital et un taux de rendement effectif du capital particulièrement faible (Cf. annexe). Par rapport à son PIB, note la dernière livraison des Etudes Economiques de l'O.C.D.E. consacrée à la Grèce, ce pays investissait dans les années 80 un cinquième de moins qu'en moyenne dans les pays de l'O.C.D.E., et un tiers de moins qu'en Europe et au Portugal. Dès lors, on comprend mieux la détérioration de l'efficacité du système productif observable depuis plus de 10 ans, qui selon une relation de type circulaire, est à la fois la cause et l'effet de la faiblesse de l'investissement tant d'origine intérieure qu'extérieure.

En dehors de ce marasme généralisé de l'économie grecque induisant une faible profitabilité, tant réalisée qu'anticipée, l'absence de véritable décollage des I.D.E., à laquelle nous consacrerons la première partie de cette note, tient à de multiples raisons relevant autant de la politique économique que du mauvais état des infrastructures.

(1) Dans le cadre du Centre d'Etudes Supérieures d'Aménagement de l'Université de Tours et du Groupe de Recherche sur les Economies Régionales du Bassin Méditerranéen ("Localisation des investissements directs étrangers et dynamiques régionales nord-méditerranéenne, 1992)

(2) en 1990, le revenu par tête portugais atteint l'indice 60 et celui de la Grèce 57 (ensemble de la zone : 100).

principalement de communications. Cette insuffisance des infrastructures explique par ailleurs une concentration des entreprises étrangères, sises en Grèce autour d'un nombre restreint d'agglomérations littorales, en particulier la capitale (2ème partie).

- I -

L'EVOLUTION DES I.D.E. EN GRECE

L'examen des stocks et des flux d'I.D.E. en Grèce est des plus malaisés du fait d'une information statistique incertaine et partielle : ainsi les données de la balance des paiements grecs (en forte progression en 90) comptabilisent-elles avec les investissements directs, les emprunts des Sociétés ; d'autre part, la diversité des "statuts" juridiques définissant les différentes catégories d'investissements étrangers, dans ce pays, est en soi un facteur d'incertitude statistique.³

Malgré ces réserves, les données disponibles nous permettent d'affirmer que l'effet stimulant de l'ouverture des barrières douanières et de l'intégration à l'Europe a été bien moindre que dans la péninsule ibérique (Cf. graphique n° 1)⁴. De plus, il convient de préciser ici que l'existence d'une réglementation assez rigide, maintenant un principe d'autorisation préalable aujourd'hui en voie d'abandon à travers le monde, notamment en France, constitue un frein certain à l'essor des I.D.E. en Grèce.

Ainsi, malgré une progression significative en 87 et 88, mais stoppée depuis, le flux des I.D.E. en Grèce est-il resté nettement inférieur à 1 milliard de dollars en 1989 (Cf. tableau n° 1) n'atteignant pas le tiers de celui dont a bénéficié la même année le Portugal. En termes relatifs, ce flux représente à peine 6 % de l'investissement fixe total (contre plus de 16 % au Portugal !). Et encore convient-il de relativiser ce résultat dans la mesure où les I.D.E. en Grèce correspondent très majoritairement à des prises de participation étrangères (voire à des achats complets) dans des entreprises grecques, et relativement peu à des investissements générateurs de nouvelles capacités de production. Dans ce dernier cas, les I.D.E. se limitent à des opérations généralement concentrées géographiquement sur le littoral et les îles, et sectoriellement sur le tourisme et le commerce.

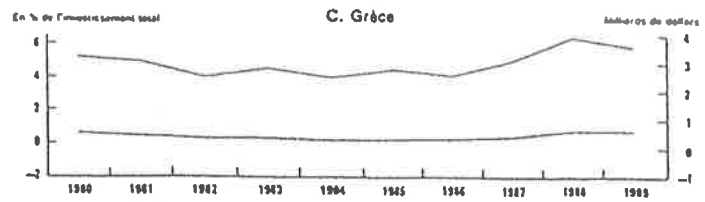
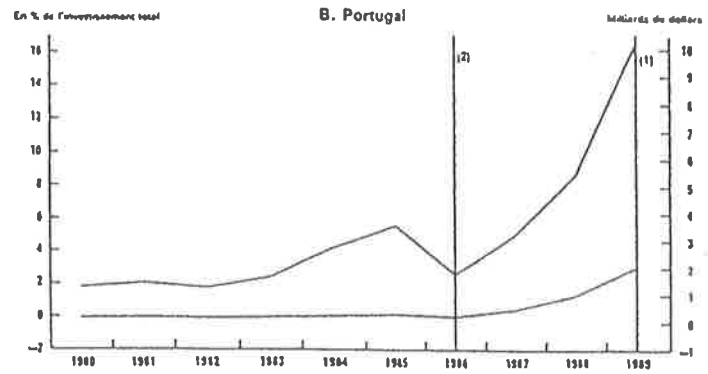
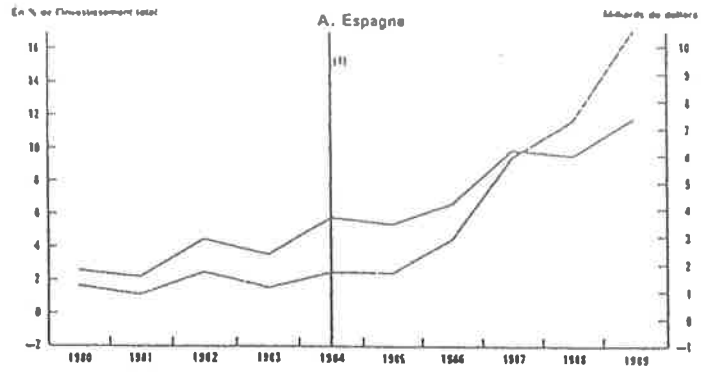
³ Cf à ce sujet, M. ATHANASSOPOULOS : "Investissement et protection des capitaux étrangers en Grèce" Institut de Développement Régional - Université Panthéon d'Athènes - Octobre 1991

⁴ Pour une analyse plus complète de ce graphique, voir B. LARRE et R. TORRES "La convergence spontanée ?" Revue Economique de l'O.C.D.E. n° 16 - 1991.

Graphique n° 1 :

Changements institutionnels et investissement direct étranger

- En pourcentage de l'investissement fixe total (échelle de gauche)
- En milliards de dollars (échelle de droite)



1. Réforme du marché du travail 2. Nouveau code d'investissement
Source : Secrétariat de l'OCDE (*)

Tableau n° 1 - Evolution des flux d'I.D.E. de 86 à 89

	<u>1986</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
TOTAL MONDIAL (en 10 ⁶ \$)	301,0	391,5	588,0	627,2
dont I.D.E. en provenance des USA (%)	66,3	65,8	61,4	58,2
de la C.E.E. (%)	29,1	32,0	32,2	34,6

Source : Banque de Grèce et l'Ambassade de France.

On observera cependant que la faiblesse relative actuelle des I.D.E. tranche avec une croissance forte de ces mêmes investissements dans les années 70⁵ ; de même elle tranche avec le relatif dynamisme des investissements immobiliers et/ou de portefeuille constaté récemment.

L'examen des flux et des stocks d'I.D.E. révèle d'autres particularités qui renforcent la singularité du cas grec par rapport à l'ensemble de la dynamique nord-méditerranéenne en matière d'accueil de capitaux étrangers :

1° - Les U.S.A. occupent une place tout à fait prépondérante parmi les pays d'origine des I.D.E. grecs (58,3 % des investissements de 89), alors que celle de la C.E.E. reste minoritaire (bien qu'en légère croissance). Une telle observation, originale par rapport aux situations des autres pays de l'arc nord-méditerranéen, et en particulier de la péninsule ibérique, reflète une moindre intégration à la division européenne du travail. Le poids des U.S.A., en tant que pays d'origine des capitaux, s'explique en partie par les investissements des émigrés grecs aux U.S.A. - mais dans les autres pays

5 Cf. à ce sujet l'étude de B. LARRE et R. TORRES - in Revue Economique de l'O.C.D.E. 1991 (op. cit.). Notons que l'entrée de capitaux étrangers au cours de cette période s'est notamment traduite par d'importantes implantations bancaires.

méditerranéens, les capitaux américains occupaient aussi la première place avant que ne se réalise la pénétration européenne ; celle-ci n'est pas vraiment amorcée en Grèce.

D'une manière générale, l'examen de l'origine des I.D.E. en Grèce montre que les mouvements de capitaux dans ce pays ne contribuent pas à son intégration économique, à "l'arc nord-méditerranéen" ; en cela, la Grèce se singularise par rapport aux autres cas étudiés dans ce rapport : La présence italienne est des plus limitées (seulement 6 sociétés italiennes ont des fonds propres supérieurs à 10 millions de drachmes). Les autres pays sont totalement absents, à l'exception de la France, dont la présence, plus significative, tient principalement à l'importance de deux firmes industrielles, Péchiney avec sa filiale aluminium de Grèce (2 000 salariés) et Rhône-Poulenc avec sa filiale SING (750 salariés). L'absence des I.D.E. d'origine nord-méditerranéenne (Italie, Espagne...) s'accompagne d'un poids relativement important des investissements germaniques ; en cela encore, la situation grecque diffère de celle du reste de la rive nord-méditerranéenne, où l'Allemagne, très présente sur le plan commercial, occupe une place relativement modeste en termes d'investissement.

2° - La présence étrangère en Grèce se limite, à de très rares exceptions près, à des P.M.E, de moins de 500 salariés. Force est de constater que l'atomisation des unités de production qui caractérise l'industrie grecque privée, à dominante familiale, s'étend aux entreprises à capitaux étrangers (alors que le secteur public, d'un poids considérable, contrôle l'essentiel de l'industrie lourde et une part substantielle de l'industrie manufacturière). Du fait de leur faible importance globale, mais aussi de leur dissémination, il n'apparaît pas que les I.D.E. en Grèce soient caractérisés par une orientation sectorielle précise. Ainsi, peut-on constater une présence allemande relativement importante dans des secteurs tels que la chimie, les plastiques ou le matériel électrique, mais cela ne peut suffire à définir une orientation manufacturière exportatrice des I.D.E. comme on a pu le constater au Portugal, en Espagne ou en Turquie.

3° - On relèvera également que les investissements extra-industriels, dans le secteur tertiaire (tourisme,...) et bancaire (17 banques étrangères d'origines américaine, européenne et arabe sont implantées en Grèce, et 7 autres en cours d'implantation⁶, occupent une place importante). En l'absence d'informations exhaustives, on relèvera que 50 % des I.D.E. d'origine française se dirigent vers des secteurs extra-industriels ; la proportion descend à 40 % pour les I.D.E. allemands et américains.

⁶ Note de Mme le Conseiller Commercial de l'Ambassade de France de septembre 90.

Au total, la faiblesse des I.D.E. en Grèce participe du processus de sous-capitalisation spécifique à la crise grecque, et de l'insuffisance de l'effort d'investissement constaté dans ce pays. L'incapacité des industries exportatrices à se développer, liée à la faiblesse des entrées de capitaux étrangers (et aussi des transferts de capitaux en provenance de citoyens grecs résidant à l'étranger) pèsent sur la croissance. Le bilan des effets macro-économiques, notamment en matière d'emploi, tel qu'on peut l'envisager au vu des données partielles réunies dans le tableau n° 2 à partir des informations fournies par l'Ambassade de France apparaît somme toute des plus modestes.⁷

Tableau n° 2 : Filiales de Sociétés originaires des 5 principaux pays présents en Grèce et ayant des fonds propres supérieurs à 10 millions de Drachmes (1988).

Pays d'origine des sociétés	Nombre de filiales grecques	Nombre de filiales employant plus de 100 personnes	Emploi total	Fonds propres en millions de drachmes
France	26	3	5 494	45 712
Italie	6	2	1 364	8 192
Allemagne	61	26	10 967	29 025
U.S.A.	35	21	6 291	22 346
Grande-Bretagne	19	5	2 502	11 873

Source : I.C.A.P. - Ambassade de France.

- II -

LES EFFETS TERRITORIAUX DES I.D.E. EN GRECE

La relative faiblesse des I.D.E. en Grèce et de leurs effets macro-économiques n'exclut pas pour autant l'existence d'effets territoriaux différenciés : comme le note Bodo Freund, les firmes multinationales disposent en Grèce d'une plus grande indépendance dans leur choix de localisation que les entreprises nationales, y compris

⁷ Au demeurant, en raison de certains doubles comptes dus à la politique de certains groupes multi-nationaux ayant fait investir en Grèce plusieurs filiales de différents pays, les données présentées ici sont sans doute surévaluées.

lorsqu'il s'agit d'industries orientées vers le marché intérieur⁸. Dès lors, en Grèce comme dans le reste du Bassin Méditerranéen, l'impact territorial des I.D.E. s'exprime en termes de littoralisation accentuée et d'hyperconcentration urbaine : seulement 6 "nomos"⁹ Athènes, Béotie, Corinthe, Thessalonique, Chalcidique et Lassithi en Crète ont accueilli un montant global d'investissements supérieurs à 50 millions de dollars entre 1952 et 1985. Globalement au cours de la même période, ces localisations ont concentré 78,9 % du montant total des I.D.E. réalisés en Grèce¹⁰ accentuant ainsi la polarisation de l'économie grecque autour des métropoles littorales, principalement autour de l'aire métropolitaine d'Athènes (en incluant Béotie et Corinthe) qui concentre 63,2 % du total. L'aire composée de Thessalonique et de Chalcidique "absorbe", quant à elle, 13,2 % du total. A l'opposé, les localisations intérieures et/ou frontalières de Thrace et d'Epire paraissent complètement négligées par les firmes étrangères. (Cf. carte 1).

Ces données, certes anciennes et partielles reflètent cependant le caractère quasi-monocentrique de l'économie grecque, analogue à celui du nombre d'économies périphériques.

Tout nous indique que les I.D.E. les plus récents n'ont fait que renforcer cette tendance.

Les firmes étrangères par leurs localisations confirment la géographie économique du pays : selon les données rassemblées dans l'Atlas Economique de l'Europe¹¹. La région athénienne, au sens large (c'est-à-dire en incluant Eubée, Béotie et Corintie) concentre, de façon considérable, l'essentiel de l'appareil productif, notamment industriel. Ainsi, par exemple, l'essentiel de la fabrication métallique y est localisée, malgré la création volontariste du pôle industriel de Volos en Magnésie, favorisé par la C.E.E. et en principe destiné à ce secteur d'activité ; la chimie réalise 67,2 % de sa valeur ajoutée dans la capitale ; l'industrie textile, plus dispersée, a installé cependant la plupart des unités cotonnières de grande taille dans la capitale ou à Thessalonique, tandis que l'industrie du prêt à porter est exclusivement concentrée à Athènes ; il en est de même du secteur papier-impression-édition ; si les activités de première transformation du bois se situent à proximité des zones de ressources, l'industrie du meuble reste également l'exclusivité de la capitale. Le degré de concentration dans la

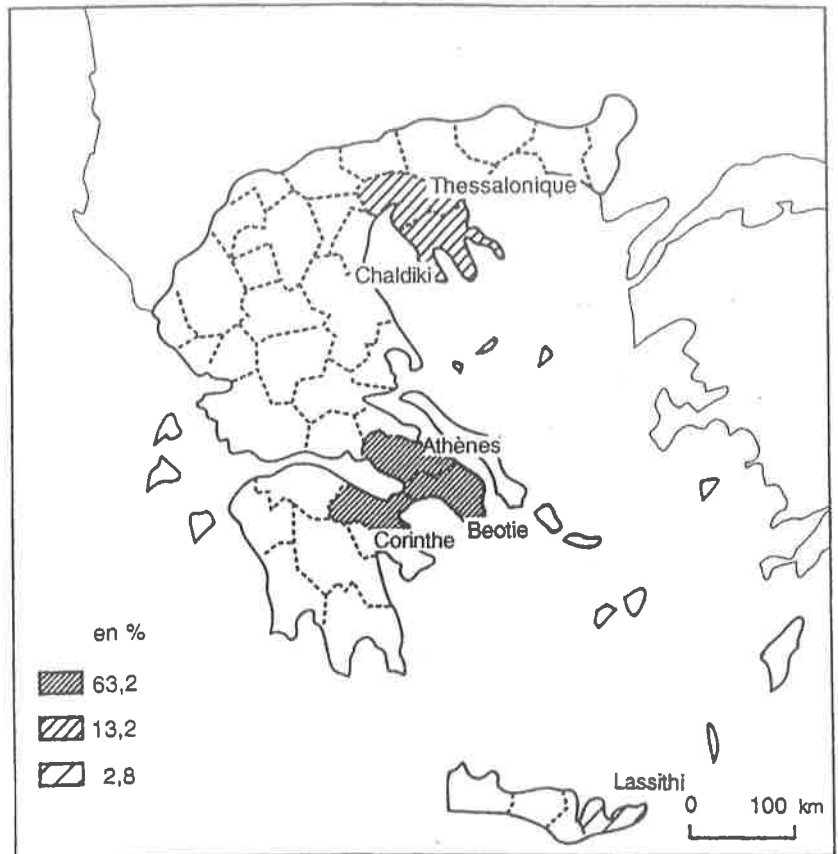
8 Bodo Freund : "Structural and locational evolution of industry in southern Europe" - Geojournal 1986 -

9 Division administrative grecque pouvant être comparée au département français ; il existe 52 nomos.

10 Selon les données collectées par M. ATHANASSOPOULOS.

11 Cf. J.-R. SORTIA - C. VANDERMOTTEN - J. VAN LAER. Atlas économique de l'Europe - U.L.B. Bruxelles - 1986.

Localisation des 6 nomos ayant accueilli plus de 50 millions de \$ U.S. de 1953 à 1985.



Source : D'après Athassopoulos in "Investissement et protection de capitaux étrangers en Grèce" - octobre 1988.

ville primatale est également maximum dans les secteurs des services non marchands, des banques et des assurances (65,6 % de l'activité financière grecque est réalisée au sein d'Athènes intra-muros ; il s'agit là d'un record européen ; de même 56 % de la valeur ajoutée des services non marchands provient de la capitale, ce qui est nettement supérieur au seul cas comparable de concentration urbaine des services en Europe, à savoir Lisbonne)... Seule, en fait, la production énergétique reste relativement dispersée spatialement ainsi que les cimenteries qui sont réparties sur des sites littoraux où l'on trouve ports et ressources en calcaire.

Dès lors, au vu de cette extraordinaire concentration spatiale de la quasi-totalité des secteurs d'activité, on comprend que pour les firmes étrangères (qu'il s'agisse de firmes exportatrices ou de firmes orientées vers le marché intérieur) la localisation préférentielle se situe généralement dans et autour de la capitale, autrement dit la seule région urbaine du pays disposant d'infrastructures (aéroport international, écoles internationales, etc...) mais aussi de services rares (assistance juridique, conseil aux entreprises, institutions financières,...) et d'un pouvoir d'achat global important (environ les deux tiers du pouvoir d'achat des ménages grecs s'y trouvent concentrés)¹². Dans un nombre de cas limité, seul le siège social de la firme étrangère et ses fonctions tertiaires seront localisés à Athènes, les établissements productifs étant situés dans les zones à plus faible coût de main d'oeuvre ou à forte disponibilité en inputs (ainsi en est-il de la principale entreprise étrangère installée en Grèce, Pechiney, avec sa filiale "Aluminium de Grèce" ; il s'agit de la seule usine intégrée d'Europe couvrant tout le cycle de production depuis l'extraction de la bauxite jusqu'à la production d'aluminium - cette implantation réalise à elle seule 20 % de la valeur ajoutée de la métallurgie de base grecque -).

Quoiqu'il en soit, il s'agit là d'un exemple atypique de localisation d'une firme étrangère... et ceci en dépit d'une politique volontariste d'Aménagement du Territoire.

Dans une perspective de rééquilibrage régional et de remise en cause d'un modèle de développement spatialement centralisateur, la Grèce s'est inspirée de la politique italienne des pôles de croissance mise en oeuvre dans le Mezzogiorno : ainsi a-t-on créé des "zones industrielles" destinées à accueillir d'importants investissements publics mais aussi privés, situées à la fois sur le littoral (en particulier à Thessalonique) et dans les régions intérieures. Après un départ très laborieux, force est de constater que la réussite de ces zones industrielles en termes d'accueil d'I.D.E. est des plus réduites ;

¹² Selon B. Freund - op. cit.

seules quatre d'entre elles : Thessalonique, Patras, Volos, Heraklion (Cf. carte n° 2), toutes situées sur le littoral, ont réussi à attirer de façon significative des firmes étrangères.

Dès lors, nous pouvons présumer que, même s'ils sont moins importants que dans les autres pays de l'arc nord-méditerranéen, les I.D.E. en Grèce participent à une dynamique territoriale caractérisée par un contraste littoral-intérieur de plus en plus fort et une polarisation mal maîtrisée de l'économie autour de la capitale, et, à un bien moindre degré de Thessalonique. Cette tendance se confirme de jour en jour, malgré l'intervention massive de la C.E.E. en faveur du rééquilibrage régional : Déjà en 1988, les subventions du FEDER représentaient 4,22 % des investissements grecs : elles devraient atteindre 15 % en 1993. Grâce à la mise en place des programmes intégrés méditerranéens, la Grèce aura été le pays de la Communauté à avoir le plus bénéficié (en termes relatifs) des aides régionales. Entre 1981 et 1990, la Grèce a reçu plus de 18 milliards de dollars de la Communauté. Force est de constater que, malgré cela, l'axe Patras - Athènes - Thessalonique (Cf. carte n° 2) continue à concentrer l'essentiel des activités et des hommes¹³ et à capter, principalement au sein des deux principales aires métropolitaines, l'essentiel des flux de capitaux étrangers.

13 Cf. à ce sujet : M. SIVIGNON "Géographie économique de la Grèce" in "La C.E.E. Méditerranéenne" - SEDEX, 1990.

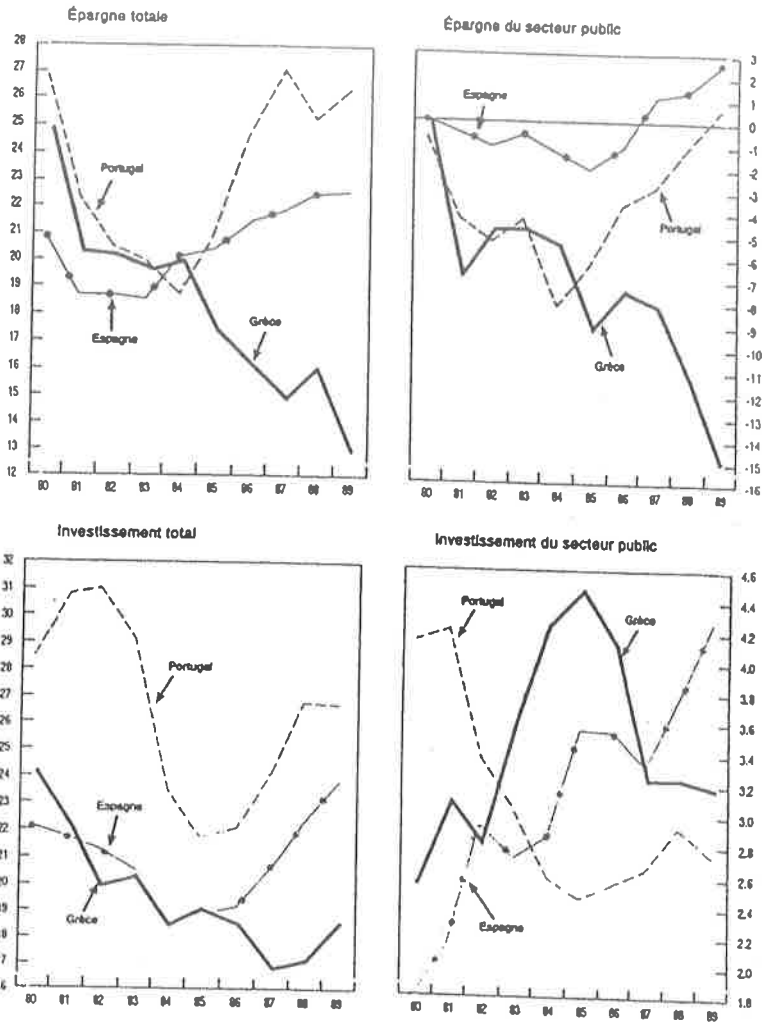
Carte n° 2



Source : Encyclopædia Universalis.

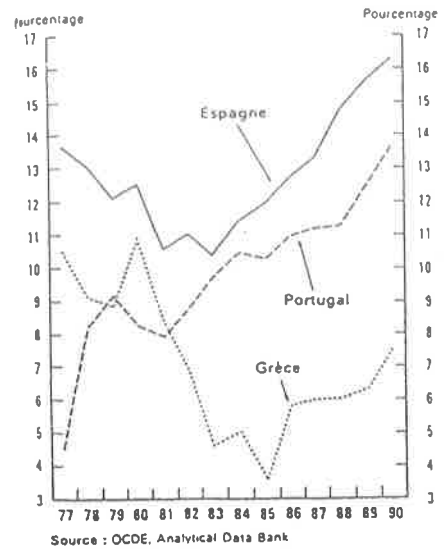
Annexe

Evolution de l'Investissement en Grèce
En pourcentage du PIB

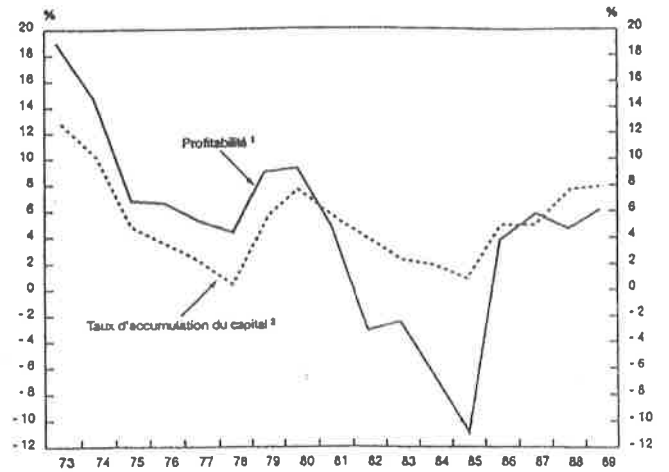


Source : OCDE, Comptes nationaux.

TAUX DE RENDEMENT EFFECTIF
DU CAPITAL



PROFITABILITÉ ET INVESTISSEMENT DANS LE SECTEUR MANUFACTURIER



1. Taux de rendement du capital.
 2. Investissement brut rapporté au stock de capital.
 Sources: ICAP; OCDE, Comptes nationaux et estimations du Secrétariat.

SOMMAIRE

Avant propos	I-XI
BILANS : QUESTIONS DE SCIENCE ET SCIENCE EN QUESTION	
François ORIVEL Etat de la recherche en économie de l'éducation	1
Michel LELART La finance informelle. Bilan des travaux, questions en suspens	15
Thierry PAIRAULT Les études économiques sur la Chine	51
S.M. OULD SALEM Les définitions de la population active	65
Jean-Paul COURTHÉOUX Le problème de la perméabilité au réel en sciences économiques	83
TRAVAUX : L'ESPACE EUROPEEN	
Nadine RICHEZ L'insertion et le revenu minimum : du local à l'espace européen	111
J.P. CARRIERE, C. ATHANASSOPOULOS et alii Investissements directs étrangers et littoralisation de l'économie	125
Krystina SZYMKIEWICZ Le difficile retour à l'Europe des pays de l'Est	139
TRAVAUX : ECONOMIES EN DEVELOPPEMENT	
Paule ARNAUD-AMELLER Intégration des marchés latino-américains	147
Ramzi SAAB Le rôle de l'Etat dans les investissements des entreprises dans les économies en développement	159
"Chroniques"	199